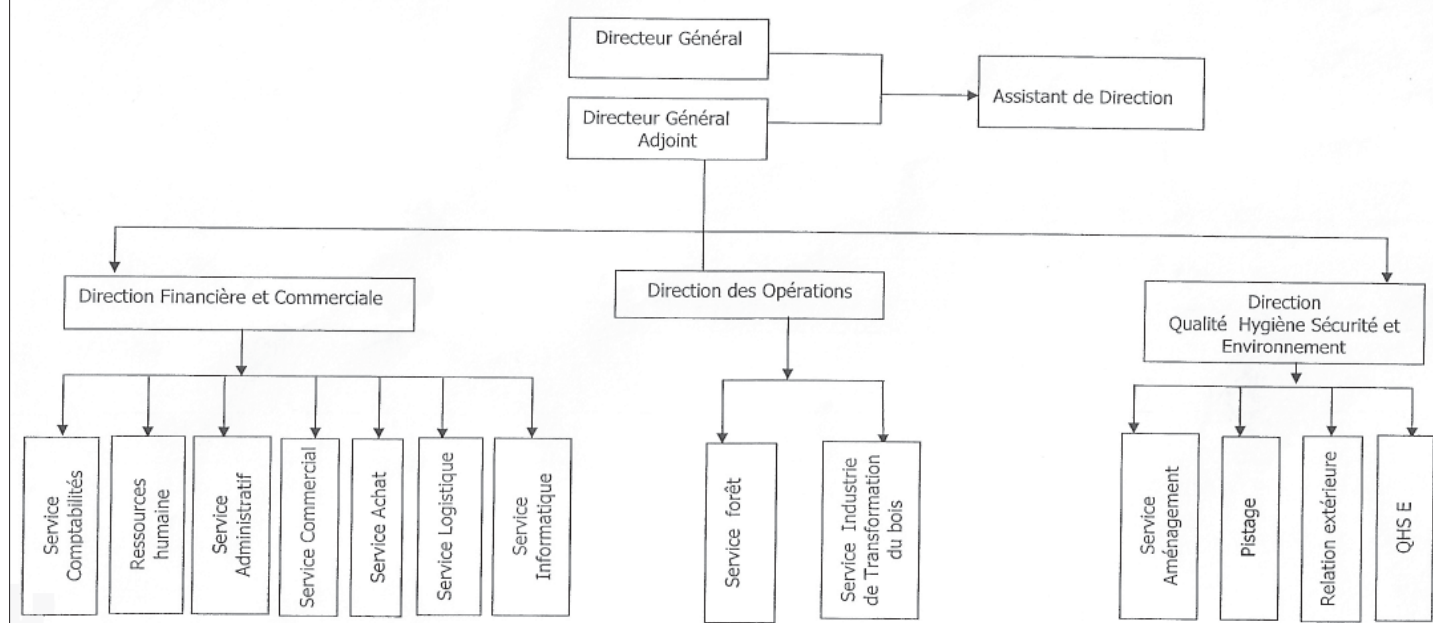


Scieur Lucas Mill	1				1
Opérateur de ligne		1			1
Aide		2			2
Délinqueur		3	1		4
Eboueur		3	1		4
Marqueur		1			1
Tronçonneur		1	1		2
Affuteur		2	1		3
Manoeuvre Parc débités		2			2
Conducteur élévateur		1			1
Colisage		2	1		3
Menuiserie		3	2		5
Manoeuvre (service entretien)		2	2		4
Chef unité séchoir		1			1
Technicien unité séchoir		2	2		4
Sous Total	6	29	11		46
Section maintenance					
Magasinier		1			1
Aide magasinier		1			1
Mécanicien		2			2
Aide mécanicien		2			2
Soudeur		2			2
Sous Total		8			8
TOTAL GENERAL	91	59	14		164

Annexe 4 : Organigramme général de la société AGRI-TRANS & CO



MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

Arrêté n° 16194 du 12 septembre 2019 portant attributions et organisation du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées

La ministre des affaires sociales
et de l'action humanitaire,

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 009-92 du 22 avril 1992 portant statut, protection et promotion de la personne handicapée ;

Vu la loi n° 4-2014 du 14 février 2014 autorisant la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées ainsi que le protocole facultatif se rapportant à cette convention ;

Vu le décret n° 2009-171 du 18 juin 2009 portant approbation du plan d'action national pour les personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2010-604 du 21 septembre 2010 portant organisation du ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité ;

Vu le décret n° 2010-606 du 21 septembre 2010 portant attributions et organisation de la direction générale des affaires sociales ;

Vu le décret n° 2014-29 du 14 février 2014 portant ratification de la convention relative

aux droits des personnes handicapées ainsi que le protocole facultatif se rapportant à cette convention ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-413 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre des affaires sociales et de l'action humanitaire ;

Vu l'arrêté n° 362 du 4 mars 1994 portant création du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées,

Arrête :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent arrêté fixe les attributions et l'organisation du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées, créé par l'arrêté n° 362 du 04 mars 1994 susvisé.

Article 2 : Le centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées est une institution publique spécialisée placée sous l'autorité de la direction générale des affaires sociales.

TITRE II : DES ATTRIBUTIONS

Article 3 : Le centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées assure la réadaptation professionnelle des personnes handicapées.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- assurer la formation professionnelle des personnes vivant avec handicap ;
- assurer l'aide à l'insertion socio professionnelle ;
- assurer l'accompagnement des apprenants ;
- initier des actions de partenariat en matière de réadaptation professionnelle ainsi que la formation du personnel.

TITRE III : DE L'ORGANISATION

Article 4 : Le centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées comprend les organes ci-après :

- le conseil d'établissement ;
- la direction du centre ;
- la commission d'admission.

Chapitre 1 : Du conseil d'établissement

Article 5 : Le conseil d'établissement est un organe

d'orientation et de décision du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- veiller à l'exécution de la politique du ministère en charge des affaires sociales en matière de réadaptation professionnelle des personnes vivant avec handicap ;
- examiner et adopter les rapports d'activités et les rapports financiers ;
- examiner et adopter le plan d'action ;
- approuver le règlement intérieur ;
- se prononcer sur toutes les questions relatives au fonctionnement du centre.

Article 6 : Le conseil d'établissement est composé ainsi qu'il suit :

- président : le directeur général des affaires sociales ;
- secrétaire : le directeur du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées
- membres :
 - le directeur administratif et financier à la direction générale des affaires sociales ;
 - le directeur de la réadaptation à la direction générale des affaires sociales ;
 - le directeur de l'insertion socio-économique à la direction générale des affaires sociales ;
 - le directeur départemental des affaires sociales ;
 - le représentant du directeur général de l'agence congolaise pour l'emploi ;
 - le représentant du directeur général de l'alphabétisation ;
 - le représentant du directeur général de la santé ;
 - le représentant du directeur général du fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage ;
 - deux représentants des associations des personnes handicapées ;
 - deux représentants des syndicats patronaux ;
 - un représentant de la chambre de commerce et de l'artisanat.

Chapitre 2 : De la direction du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées

Article 7 : Le centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées est dirigé et animé par un directeur qui a rang de chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- appliquer la politique du ministère en charge des affaires sociales en matière de réadaptation professionnelle des personnes vivant avec handicap ;
- organiser, coordonner, superviser et évaluer les activités ;
- élaborer le plan d'action du centre ;
- initier les actions de formation des personnels ;

- préparer les sessions du conseil d'établissement ;
- préparer et coordonner les sessions de la commission d'admission ;
- collaborer avec les partenaires ;
- faire appliquer le règlement intérieur.

Article 8 : La direction du centre national de réa-daptation professionnelle des personnes handicapées, outre le secrétariat, comprend :

- le service de la formation professionnelle ;
- le service d'aide à l'insertion professionnelle et suivi ;
- le service médico-psycho-social ;
- le service administratif et financier.

Section 1 : Du secrétariat

Article 9 : Le secrétariat est dirigé et animé par un secrétaire.

Il est chargé, notamment, de :

- recevoir et expédier le courrier ;
- analyser sommairement les correspondances et autres documents ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents administratifs ;
- exécuter, d'une manière générale, toute autre tâche qui peut lui être confiée.

Section 2 : Du service de la formation professionnelle

Article 10 : Le service de la formation professionnelle est dirigé et animé par un chef de service qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- élaborer, suivre et évaluer les programmes de formation ;
- proposer et suivre la mise en œuvre des principes, mesures et méthodes de formation professionnelle adaptée ;
- superviser le travail des encadreurs techniques ;
- veiller à l'exécution des programmes de formation
- identifier les besoins en formation et les secteurs pourvoyeurs d'emplois ;
- évaluer les besoins en équipements ;
- veiller au fonctionnement et à l'entretien des équipements ;
- veiller à la sécurité et à l'hygiène dans les ateliers.

Article 11 : Le service de la formation professionnelle comprend :

- le bureau formation professionnelle ;
- le bureau entretien et maintenance des équipements techniques.

Article 12 : Le bureau formation professionnelle comprend les sections techniques suivantes :

- soudure ;
- couture ;
- maroquinerie ;
- menuiserie ;
- électronique ;
- maçonnerie ;
- agriculture et élevage.

D'autres sections peuvent être créées, en tant que de besoin.

Section 3 : Du service d'aide à l'insertion professionnelle et suivi

Article 13 : Le service d'aide à l'insertion professionnelle et suivi est dirigé et animé par un chef de service qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- organiser la prospection du marché de l'emploi et les possibilités d'auto-emploi en collaboration avec les apprenants, leurs familles et d'autres partenaires ;
- mettre en place les mécanismes d'aide appropriés à l'insertion socio professionnelle ;
- suivre et évaluer le processus d'accompagnement et les parcours individualisés.

Article 14 : Le service d'aide à l'insertion professionnelle et suivi comprend :

- le bureau aide à l'insertion socio-professionnelle ;
- le bureau suivi et évaluation après formation.

Article 15 : Le service médico-psycho-social est dirigé et animé par un chef de service qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- organiser l'accueil des apprenants et/ou de leurs parents en vue de leur orientation ;
- assurer les consultations spécifiques ;
- organiser des entretiens, évaluations et bilans de compétences ;
- assurer la gestion des apprenants ;
- organiser les activités d'information, éducation et communication ;
- développer les activités socio-éducatives et culturelles.

Article 16 : Le service médico-psycho-social comprend :

- le bureau des soins médicaux ;
- le bureau de prise en charge psychologie ;
- le bureau social.

Section 5 : Du service administratif et financier

Article 17 : Le service administratif et financier est dirigé et animé par un chef de service qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- préparer et exécuter le budget ;
- rédiger les correspondances et autres documents administratifs ;
- gérer les archives et la documentation ;
- gérer le personnel ;
- assurer l'approvisionnement et la maintenance des équipements ;
- assurer la gestion du matériel ;
- réaliser toutes autres tâches de son domaine de compétence qui peuvent lui être confiées par le directeur du centre.

Article 18 : Le service administratif et financier comprend :

- le bureau de l'administration et du personnel ;
- le bureau des finances et du matériel ;
- le bureau de l'intendance.

Chapitre 3 : De la commission d'admission

Article 19 : La commission d'admission est un organe qui décide sur les inscriptions et les réinscriptions des apprenants au centre. Elle se prononce aussi sur les cas des apprenants qui arrivent en fin de formation, pour faire leur transfert, en cas de nécessité, vers d'autres centres de prise en charge.

Elle est compétente pour renvoyer du centre, tout apprenant qui fait montre d'une indiscipline caractérisée.

Article 20 : La commission d'admission est présidée par le directeur du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées. Elle est composée de tous les chefs de service constituant l'équipe de maîtrise.

Le mode de fonctionnement de la commission d'admission est défini dans le règlement intérieur du centre.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 21 : Le directeur et les chefs de service du centre sont nommés conformément à la réglementation en vigueur.

Ils perçoivent les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 22 : Les ressources matérielles et financières du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées proviennent des :

- allocations budgétaires de l'Etat ;
- contributions des bailleurs de fonds nationaux et internationaux ;
- dons et legs.

Article 23 : Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et pub-

lié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 12 septembre 2019

Antoinette DINGA DZONDO

Arrêté n° 16195 du 12 septembre 2019
portant attributions et organisation du centre national d'appareillage orthopédique de Brazzaville

La ministre des affaires sociales
et de l'action humanitaire,

Vu la Constitution ;
Vu la loi organique n° 36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux lois de finances ;
Vu la loi n° 009-92 du 22 avril 1992 portant statut, protection et promotion de la personne handicapée ;
Vu le décret n° 2010-604 du 21 septembre 2010 portant organisation du ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité ;
Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2017-413 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre des affaires sociales et de l'action humanitaire ;
Vu l'arrêté n° 363 du 4 mars 1994 portant création du centre national d'appareillage orthopédique de Brazzaville,

Arrête :

Chapitre 1 : Dispositions générales

Article premier : Le présent arrêté fixe les attributions et l'organisation du centre national d'appareillage orthopédique de Brazzaville, créé par l'arrêté n° 363 du 4 mars 1994 susvisé.

Article 2 : Le centre national d'appareillage orthopédique de Brazzaville est une institution publique spécialisée, placée sous l'autorité de la direction générale des affaires sociales.

Chapitre 2 : Des attributions

Article 3: Le centre national d'appareillage orthopédique de Brazzaville assure la réadaptation pour handicapés moteurs.

A ce titre, I est chargé, notamment, de :

- exécuter la politique du ministère des affaires sociales en matière d'appareillage orthopédique ;
- confectionner et réparer les aides techniques, les appareils, les chaussures orthopédiques ;
- assurer la coordination technique au niveau national en matière d'appareillage orthopédique ;
- contribuer à l'insertion et à la réinsertion socio-professionnelle des personnes handicapées.

Chapitre 3 : De l'organisation

Article 4 : Le centre national d'appareillage orthopédique de Brazzaville est dirigé et animé par un directeur qui a rang de chef de service.